

RICCARDO BOCCO ET WASSILA MANSOURI

Aide internationale et processus de paix: le cas palestinien, 1994-2006

Le programme d'assistance pour la Cisjordanie et la bande de Gaza mis en place après la signature des Accords d'Oslo représente un des plus importants exemples de construction de la paix à travers l'aide internationale dans la période qui a suivi la fin de la guerre froide. Toutefois, dans un contexte postconflit très fragile, marqué par la continuation de l'occupation israélienne des Territoires palestiniens, par l'absence d'avancées diplomatiques significatives, mais aussi d'instances d'arbitrage face aux dérapages commis de part et d'autre par les opposants aux Accords d'Oslo, les finalités de l'aide ont été perverties. Avec le début de la seconde Intifada et l'aggravation de la situation humanitaire, l'aide a indirectement et paradoxalement contribué à la prolongation du conflit armé, devenant l'otage et la feuille de vigne en même temps des impasses politiques des bailleurs de fonds internationaux.

International Aid and peace processes: the case of Palestine, 1994-2006

Following the Oslo Accords, the assistance program set up for the West Bank and the Gaza Strip represents one of the most important examples of peacebuilding through aid launched in the post-Cold War era. However, in a highly volatile post-conflict context characterized by the continuation of the Israeli occupation in the Palestinian Territories, by the absence of significant diplomatic overhangs, as well as by the lack of mechanisms of arbitration to stop the violence, the aid objectives have been perverted. With the beginning of the second Intifada and the new humanitarian crises, the aid has indirectly and paradoxically fuelled the continuation of the armed conflict, becoming thus the hostage of and the figue leaf at the same time for the international donors and political decision-makers.

HANNA DAOUDI ET RAJA' KHALIDI

Entre aide au développement et formation de l'État: l'économie palestinienne dévastée

Près de quatre décennies d'occupation, de souveraineté contestée, de mesures restrictives et de confrontations violentes ont engendré, dans les Territoires palestiniens occupés, un processus de développement « régressif » qui ne cesse de dominer le paysage économique. L'article souligne que la mise en place d'une croissance soutenue de l'économie palestinienne nécessite d'aller au-delà des « recettes » économiques classiques, et qu'il est nécessaire d'adopter des solutions tenant compte des particularités de la situation économique actuelle, ainsi que de l'agencement institutionnel.

200 De plus, le développement d'institutions nationales souveraines de gouvernance est nécessaire, étant donné qu'une simple réforme des institutions publiques en vue d'une phase transitionnelle de gouvernement autonome est insuffisante.

The Palestinian War-torn Economy: Aid, Development and State Formation

Almost four decades of occupation, denied sovereignty, restrictive measures and violent confrontations have culminated in a process of « de-development » that continues to dominate the economic prospects of Occupied Palestinian Territories. Setting the Palestinian economy on a path of sustained growth requires going beyond the conventional economic policy wisdom, as well as tailoring the development process to the economy's present distinctive features and institutional setting. Furthermore, the creation of appropriate national institutions for sovereign governance are necessary, as the focus on reforming public institutions intended for a transitional, self-government phase is insufficient.

JALAL AL-HUSSEINI

Visions palestiniennes du « droit au retour » des réfugiés sept ans après le début de la seconde Intifada (2000-2007)

L'article examine l'état actuel de la problématique des réfugiés palestiniens, tant dans sa dimension politique qu'humanitaire voire socioéconomique, sept années après le déclenchement de l'Intifada et l'interruption des négociations israélo-palestiniennes portant sur le statut permanent des réfugiés. L'auteur soutient que si, entre 1993 et 2000, le « processus d'Oslo » n'a pas permis d'aboutir à un accord de paix, il n'en a pas moins permis aux principaux acteurs politiques et humanitaires impliqués dans la question des réfugiés de prendre certaines décisions et initiatives. Ces dernières ont influé significativement sur la manière dont les Palestiniens et, au-delà, le monde arabe, perçoivent et gèrent aujourd'hui concrètement la question des réfugiés. Cependant, plusieurs facteurs, dont le caractère inextricable du conflit israélo-palestinien (et

arabe), ainsi que la complexité des situations des réfugiés dans les pays d'accueil arabes, ont pour l'heure empêché ces nouvelles positions « pragmatiques » de se cristalliser autour de principes de négociations clairs et consensuels. De tels principes pourraient être à même d'influencer le cours des futures négociations de paix et, au-delà, le futur des millions de réfugiés palestiniens disséminés de par le monde.

Palestinians Visions on Refugee's Right of Return Seven Years after the Outbreak of the Second Intifada (2000-2007)

This paper examines the current status of the Palestinian refugee issue in its political, humanitarian and socioeconomic dimensions, seven years after the outbreak of the Intifada and the subsequent interruption of the refugees' permanent status negotiations. It argues that although the so-called «Oslo process», developed between 1993 and 2000, did not succeed in a permanent peace agreement, it nonetheless enabled the main political and humanitarian stakeholders involved in the refugee issue to take several initiatives. These initiatives have significantly altered the way Palestinians, and more largely the Arab world, perceive and handle the refugee issue today. However, numerous factors pertaining either to the protracted nature of the Israeli-Palestinian (and Arab) conflict, or to the specific intricacies of the refugees' situation in the Arab host countries have so far prevented these «pragmatic» Arab stances from crystallizing around clear and consensual negotiation principles. Such principles could have a bearing on the future peace talks and, more largely, on the fate of the millions Palestinian refugees scattered across the world.

201

BENOÎT CHALLAND

Les mutations du leadership palestinien (1993-2007)

L'article analyse les mutations du leadership palestinien depuis Oslo, mutations qu'il faut placer dans une double perspective historique (querelles intestines à l'Organisation de libération de la Palestine depuis sa fondation en 1964) et sociologique (qui gouverne quoi, par quels biais et au nom de qui?). L'article suggère que, pour pouvoir apprécier la nature du conflit qui oppose actuellement le Fatah au Hamas, il faut remonter à 1994 et comprendre comment une ancienne garde de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) de retour d'exil (les «*returnees*») a alors noué une alliance avec certains leaders des Territoires, faisant de l'Autorité palestinienne le véhicule privilégié pour le maintien d'un réseau néopatrimonial autour d'Arafat. En se basant sur plusieurs interviews et une analyse sociologique de quelques institutions clés palestiniennes (Parlement, Forces de sécurité, Ministère de l'intérieur, etc.), l'article offre de nouvelles pistes pour comprendre l'émergence d'une nouvelle génération de militants, aussi bien au sein du Fatah que du Hamas, qui a au final débouché sur une impasse après le coup militaire du Hamas à Gaza en juin 2007.

The Evolution of the Palestinian Leadership (1993-2007)

This paper analyzes the evolution of the Palestinian leadership since Oslo against the backdrop of long-term institutional changes within the Palestine Liberation Organization (PLO) since 1964. It argues that the current clashes between Hamas and Fatah can be in part understood as a continuation of the tension that arose after Oslo between the so-called «PLO-returnees» and the «insider» leadership. In this respect, the second Intifada needs to be considered as an internal Palestinian revolt against part of its leadership. To understand the current stalemates around key institutions (Prime Minister, Palestinian Legislative Council, Ministry of the Interior, Security Forces, etc.), this paper proposes a sociological analysis of these key ruling institutions and offers insights into the rise of a new generation of politicians, both within Hamas and Fatah.

202

PASCAL DE CROUSAZ

Israël: la doctrine de «combat disséminé». Vers une sur-violence sans rationalité militaire?

À l'instar de bien d'autres armées contemporaines, l'armée israélienne a essayé, depuis les années 1990, de repenser les paradigmes de son action. Parmi les solutions émergentes figure la doctrine du «combat disséminé», sensée apporter une réponse efficace aux défis de la guerre du XXI^e siècle, en particulier de la guerre asymétrique pratiquée par les adversaires non-étatiques d'Israël (Hezbollah, Hamas, etc.), tout en limitant les dégâts collatéraux aux populations non combattantes. Cependant, la nouvelle doctrine ne peut produire qu'un nombre réduit de signes et symboles spectaculaires attestant de victoires. Ce faisant, elle perturbe le jeu entre gouvernants, armée et société civile, dans lequel gouvernants et armée ont besoin de tels symboles de victoire, à même de satisfaire les attentes de la société civile et de renforcer la légitimité de leurs actions. Pour pallier ce manque, les décideurs politiques et militaires pourraient être tentés de recourir à une sur-violence démonstrative sans finalité strictement militaire. La guerre du Liban en été 2006, comme les opérations contre la bande de Gaza depuis la prise du pouvoir par le Hamas, pourraient bien constituer les premières illustrations de ce type d'opérations.

The «Diffused Warfare» Doctrine of Israel: Toward an Over-violence without Military Rationality?

Since the 90s and similarly to other modern armies, the Israeli army has tried to rethink its paradigm of action as a response to the challenges of 21st Century's warfare. One of the emerging solutions is that of the «diffused warfare» doctrine that aims to address the issue of asymmetrical war fought by non-state actors (Hezbollah, Hamas, etc.), while restricting collateral damages done to non-combat populations. However, this new mode of action produces

only a small number of victory symbols or signs, needed by rulers and the army in order to meet the expectations of the public opinion and civil society, and to legitimize their actions. In order to fulfil this need, one can imagine that political and military decision-makers could be tempted to employ and show a demonstration of over-violence, without any military rationality strictly speaking. The 2006 Lebanese war and the operations in the Gaza Strip since Hamas victory could well prove to be the first examples of this new mode of action.

ROLF SCHWARZ

De l'État rentier à l'État défaillant: la guerre et la dé-formation de l'État en Irak

La plupart des travaux académiques traitant de la formation des États en Europe occidentale soulignent l'importance des guerres dans la création d'États forts et légitimes. S'il est plausible que ce processus ait fonctionné en Europe occidentale, les guerres ont eu au contraire des effets plutôt néfastes pour la majorité des États au Moyen-Orient. Il est par conséquent nécessaire d'expliquer pourquoi ces deux éléments – l'exercice de la guerre et le développement de structures étatiques fortes et centralisées – ne fonctionnent pas ensemble dans les pays du Moyen-Orient contemporain. La réponse que nous proposons dans cet article met l'accent sur la nature des États rentiers, dont la majorité des finances provient des exportations de ressources naturelles, et qui ne ressentent donc pas la nécessité d'extraire des ressources de la société. Par conséquent, le processus par lequel le domaine militaire est mis sous contrôle du domaine civil, à travers la nécessité d'acquérir des capitaux au sein de la société pour la continuation de l'activité de guerre, ne se produit pas dans les États rentiers. En l'absence de structures étatiques fortes, les guerres ont eu des effets plutôt néfastes et ont produit des États défaillants (*failed states*), tel que l'atteste l'histoire récente de l'Irak.

203

From Rentier State to Failed State: War and the De-formation of the State in Iraq

It is widely recognised that wars have been an essential ingredient in the process of state-formation in early modern Europe. This article analyses the history and dynamics of state-formation in the Arab Middle East and argues that oil rentier States defy the «war makes states» theory. Rentier States in the oil-rich Middle East rely on oil rents and not on domestic sources of taxation. Their non-tax revenue base hinders an active engagement with their citizens and society, as taxation invariably provokes demands for political rights. The resulting state structures in the Arab Middle East are therefore largely divorced from society; they are not strong enough to actively cope with societal demands and show their weakness in times of crises. In the absence of effective state structures, rentier States may turn into failed States if they engage in wars, as evidenced recently in the case of Iraq.

LOULOUWA AL-RACHID ET ÉDOUARD MÉTÉNIER

À propos de la violence « irakienne ».

Quelques éléments de réflexions sur un lieu commun

Cet article propose une réflexion sur la question du délitement social à l'œuvre au sein de la société irakienne actuelle, et plus précisément sur la nature et les racines de la violence extrême qui caractérise une grande partie des relations entre les individus et les groupes sociaux en Irak. Les auteurs commencent par démonter le mythe d'une société ontologiquement violente, mythe qui en Occident informe très fortement et très profondément, non seulement les représentations médiatiques et du sens commun à propos de l'Irak, mais également une grande partie de la littérature « d'experts ». Dans un deuxième temps, ils s'attachent à revoir, dans une perspective critique, les présupposés, que l'on pourrait qualifier d'essentialistes, qui en Irak même fondent le discours sociologique lorsqu'il s'agit d'analyser les dynamiques sociales et politiques. Enfin, le texte propose quelques pistes de réflexion visant à rationaliser autant que faire se peut l'explication des formes de la violence observable actuellement en Irak, à partir d'interprétations fondées sur des observations empiriques.

204

About « Iraqi » Violence: some Thoughts on a Common-Place

This paper highlights the question of social de-linking currently at work within the Iraqi society, and more precisely the nature and roots of the extreme violence which qualifies most of the relationships between its composing individuals and groups. To start with, the authors deconstruct the myth of an ontologically violent society, a myth which in the West deeply informs not only the media and common sense's representations about Iraq, but a large part of the « experts » literature as well. Then, they offer a critical review of the mainstream Iraqi sociological discourse whose presuppositions on the country's social and political dynamics are often very essentialist. Finally, from interpretations based on empirical observations, the paper proposes some thoughts to rationalise as much as possible the explanation of the forms of violence observable in present day Iraq.

MOHAMMAD-REZA DJALILI

La politique arabe de l'Iran

La montée en puissance de l'Iran, à la suite des interventions américaines en Afghanistan et en Irak, la politique nucléaire de ce pays ainsi que le discours populiste de son président, fortement apprécié par d'importantes franges de la population dans le monde arabe, inquiètent la plupart des régimes arabes. Prenant en considération la politique de Téhéran en Irak, au Liban et en Palestine, certains dirigeants arabes accusent la République islamique d'ingérence dans les affaires arabes par un pays non arabe. D'autres reprochent aux Iraniens d'œuvrer à la formation d'un « Arc chiite » qui

menacerait les pouvoirs sunnites. Dans ce contexte de tensions exacerbées, il est intéressant de s'interroger sur la politique arabe de l'Iran, en tenant compte de ses objectifs, ses particularités, son unité et sa diversité, tout en essayant d'en dégager les contradictions et les limites.

Iran's Arab Policy

Most Arab regimes fear the growing power of Iran, following American interventions in Afghanistan and Iraq, as well as the nuclear policy of the country and the populist discourses of its president, greatly appreciated by a wide range of the population in the Arab world. Concerned about Teheran's politics in Iraq, Lebanon and Palestine, some Arab leaders are accusing the Islamic republic, a non-Arab country, of interfering in Arab affairs. Others are blaming Iranians for the establishment of a «Shiite arc» threatening Sunni powers. Considering this tense context, it is interesting to investigate Iran's Arab policy by taking into account its goals and particularities, its unity and diversity, as well as its contradictions and limits.

205

MOUNIA BENNANI-CHRAÏBI

Les conflits du Moyen-Orient au miroir des «communautés imaginées»: La «rue arabe» existe-t-elle? Le cas du Maroc

Il est difficile d'ignorer l'impact fédérateur d'événements majeurs tels que la question palestinienne, l'intervention américaine en Irak, ou encore les «affaires» comme celles suscitées par les caricatures du prophète et les propos du pape à Ratisbonne. Faut-il pour autant en déduire qu'il existe une «rue arabe» ou «musulmane», une «opinion arabe» ou «musulmane» prête à se mobiliser et à se lever comme un seul homme, de manière uniforme, avec une définition des enjeux, des motivations, et des modes d'action identiques? Sur la base de sources variées recueillies à des moments différents dans le Maroc urbain, auprès d'adolescents, de jeunes adultes et d'acteurs associatifs, est formulée l'hypothèse suivante: si l'on peut observer un phénomène paradoxal de politisation des citoyens ordinaires à l'échelle transnationale ainsi qu'une identification à une «communauté imaginée», d'une part, la mobilisation demeure un phénomène plus complexe, d'autre part, la scène transnationale s'érige le plus souvent en une scène nationale du politique.

Middle East Conflicts Reflected by the «Imagined Communities»: Does the «Arab Street» Exist? The Moroccan Case

It is difficult to ignore the federative impact of major events such as the Palestinian question, the American intervention in Iraq, or «affairs» like those produced by the caricatures of the Prophet, and the Pope's words in Ratisbonne. Should we deduce the existence of an «Arab» or a

«Muslim street», and an «Arab» or a «Muslim opinion» which would be ready to be mobilized and move as one entity, in a uniform manner, with the same definition of stakes, motivations and identical repertoires of actions? A hypothesis is formulated based on varied sources gathered at different moments in urban Morocco, among adolescents, young adults and members of associations. One can observe a paradoxical phenomenon of politization among ordinary citizens on a transnational scale, as well as an identification with an «imagined community». However, on one side, the mobilization remains a more complex phenomenon, and on the other side, the transnational scene is in fact a national political scene.

PHILIPPE DROZ-VINCENT

206

La décomposition régionale au Moyen-Orient : effets pervers du «moment américain»

Le Moyen-Orient connaît ces dernières années une accélération des dynamiques conflictuelles en son sein et offre un panorama chaotique en Irak, en Palestine, au Liban et autour du dossier nucléaire iranien. Le système de sécurité régionale connaît une déstructuration accélérée. L'explication se trouve principalement dans l'«effet pervers» du moment américain au Moyen-Orient, c'est-à-dire les échecs accumulés de la tentative américaine de restructuration du Moyen-Orient adoptée par la puissance américaine après le 11 septembre 2001.

Regional «Decomposition» in the Middle East as a Side-Effect of the American Political Strategy

The Middle East is witnessing during recent years a deepening of the dynamics of conflict and is displaying the stirrings of a chaotic and bleak future in Iraq, Palestine and Lebanon, as well as in the handling of the intricate Iranian nuclear file. The regional security system is under stress and is sometimes verging on total collapse. The explanation lies mainly in the side effects of the many American failures at reconstructing the Middle East since September 11th, 2001.

WASSILA MANSOURI

Les fonctionnaires de l'Autorité palestinienne et la suspension de l'aide internationale: notes d'enquête à Jenin (2006-2007)

Cet article présente les conclusions finales d'une enquête réalisée pour le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (UNOCHA), entre novembre 2006 et février 2007, visant à fournir une vision qualitative de la situation humanitaire à Jenin, à la suite de la suspension de l'aide internationale directe au budget de l'Autorité palestinienne (AP). L'impact socio-économique résultant de la crise fiscale de l'AP a eu des effets dévastateurs sur l'ensemble de la population palestinienne et plus particulièrement sur les employés du secteur public, lesquels n'ont pas

reçu de salaire régulier pendant plus d'une année. L'un des principaux objectifs de l'enquête est d'identifier les diverses stratégies de survie mises en place par les fonctionnaires pour faire face à la perte de revenu. Les groupes de discussion ainsi que les entretiens personnels menés auprès de 70 employés de l'AP, vivant dans le gouvernorat de Jenin, ont révélé les nombreuses difficultés auxquelles ont dû faire face les employés du secteur public, comme par exemple l'augmentation des dettes, les grèves du secteur de la santé, ou l'incapacité à pourvoir aux besoins essentiels de leur ménage.

Palestinian Authority Employees and the Suspension of Western International Aid: Findings in Jenin Governorate (2006-2007)

This article outlines the main findings of a survey conducted on behalf of the United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (UNOCHA) between November 2006 and February 2007. It aims at providing a qualitative insight into the humanitarian situation in Jenin, following the suspension of direct western international aid to the funding of the Palestinian authority (PA). The socio-economic impact resulting from the PA fiscal crisis has had devastating effects on the whole Palestinian population, in particular on civil servants who have not received regular wages for more than a year. One of the main goals of the survey is to explore the coping mechanisms of PA employees in order to compensate for the loss of salaries. Focus group discussions and individual interviews among 70 PA employees living in Jenin governorate have revealed the many difficulties that civil servants are facing, such as debts increases, health sector strikes and their inability to adequately fulfil the needs of their families.

207

CAROLINE ABU-SADA

La sécurité alimentaire en Palestine: acteurs locaux et internationaux pendant la deuxième Intifada

Du processus d'Oslo à la deuxième Intifada, les réponses de la « communauté internationale » à la situation palestinienne ont varié de projets de développement planifiés sur plusieurs années à des interventions plus limitées dans le temps, visant notamment à améliorer la sécurité alimentaire. Ces interventions ont eu un impact à la fois sur les ressources naturelles, les accords commerciaux, les droits fonciers, la politique nationale agricole, etc. L'objectif de cette contribution est de donner un aperçu du secteur de la sécurité alimentaire en Palestine, à travers l'analyse des acteurs en présence et des politiques adoptées en la matière. Elle se concentre sur la période des crises les plus aiguës successives au boycott, depuis le mois de janvier 2006, du gouvernement élu du Hamas. Dans les Territoires palestiniens occupés (TPO), où le mouvement des biens et des personnes, l'accès aux ressources naturelles, les frontières, ainsi que les importations et les exportations sont contrôlées de façon quasi totale par Israël,

la sécurité alimentaire relève du programme politique. La mise en place d'une politique agricole nationale se révèle fort difficile, en raison notamment du rôle des ONG palestiniennes et des bailleurs de fonds. De plus, la deuxième Intifada et le boycott international du gouvernement du Hamas ont eu un impact désastreux sur la sécurité alimentaire palestinienne.

**Food Security in Palestine:
Local and International Actors during the Second Intifada**

208

From the Oslo process to the second Intifada, answers from the International Community regarding the Palestinian situation have changed from development projects planned over several years to food security emergency interventions. These interventions have an impact on natural resources, commercial agreements, land rights, agricultural national policy, etc. The aim of this contribution is to give an overview of the food security sector in the Occupied Palestinian Territories (OPT), through an analysis of the actors in charge and policies adopted. It focuses on the responses to acute crisis after the beginning of the international boycott of the elected Hamas led government in January 2006. In the OPT, where the movement of goods and people, access to natural resources, borders, imports and exports are almost entirely controlled by Israel, food security is revealing itself to be a political program. It is also very challenging to set up a national agricultural policy, partly because of the role of Palestinian NGOs and international donors. Moreover, the second Intifada and the boycott of the Hamas-led government have had a disastrous impact on Palestinian food security.